Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 67

p.a.f. 0,60 € - janvier 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Mettre fin à la barbarie du monde capitaliste

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Après l'attentat de Berlin : les travailleurs ne doivent pas se laisser diviser

L'attentat à Berlin a été une nouvelle occasion pour les démagogues de tous poils d'y aller de leurs refrains sécuritaires et réactionnaires. Le fait que le responsable présumé de l'attentat de Berlin ait pu arriver en Italie était l'occasion pour réclamer immédiatement un renforcement des frontières et la remise en cause de la liberté de circulation à l'intérieur de l'espace Schengen.

L'argument est ridicule. Bien des apprentis terroristes ont montré leur habileté à traverser les frontières les mieux gardées, et les auteurs des attentats à Paris et Bruxelles étaient nés ici et avaient grandi ici.

En revanche, les entraves à la circulation sont autant d'obstacles pour les migrants fuyant la misère et les zones de guerre.

Plus de frontières, plus de policiers et de soldats armés dans la rue, plus de répression, ne sauront pas arrêter le terrorisme qui trouve ses racines dans un monde dominé par quelques grands groupes capitalistes et par leurs Etats qui sèment le chômage ici et le pillage et les guerres partout dans le monde. Les réfugiés en sont des victimes et les futurs frères d'armes des travailleurs dans les luttes sociales à venir !

Alors : liberté de circulation et d'installation pour tous !

Hypocrites, assassins, cyniques

Pendant que la Syrie est ravagée par la guerre, le secrétaire d'Etat à l'asile, Theo Francken, refuse un visa à une famille d'Alep. Pourtant, une famille à Namur se porte garant et serait prête à accueillir cette famille.

Poussant le cynisme à son comble, le gouvernement a proposé d'obtenir un visa humanitaire pour cette famille au Liban ! Ce pays de 3,5 millions d'habitants accueille déjà plus d'un million de réfugiés syriens, dans des conditions de plus en plus difficiles, tandis que pour la Belgique, pourtant immensément plus riche, cette seule famille serait de trop, parce que, cela « pourrait créer un précédent ». Sous-entendu : d'autres pourraient avoir l'idée de se montrer solidaires et accueillir des réfugiés que les gouvernements européens s'efforcent de maintenir en Turquie ou au Liban… en tout cas loin de l'Europe.

Francken ne fait que montrer le vrai visage de ce système : tout pour les riches, les pauvres peuvent crever. Mais c'est bien ce mépris qui finira par provoquer les révoltes qui auront raison de ce système inhumain !

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

La destruction d'Alep et la barbarie du monde capitaliste

Alep a agonisé sous les bombes. Depuis plusieurs mois, les habitants de cette ville, plus grande que Bruxelles, ont été pilonnés par l'armée syrienne soutenue par la Russie. « Les rues sont pleines de gens sous les décombres. Ils meurent parce qu'on ne peut pas les sortir de là », expliquaient les secouristes. Même les hôpitaux ont été pris pour cible, tandis que l'armée reprenait rue par rue les quartiers qui lui échappaient encore.

Les grandes puissances se renvoient la balle. Le rôle de la Russie est certes révoltant, mais les chefs de gouvernement réunis au sommet européen sont bien mal placés pour s'indigner et crier aux crimes contre l'humanité. Car les grandes puissances ont une responsabilité écrasante dans l'évolution qui a conduit à la situation actuelle.

Il n'y a pas si longtemps, elles soutenaient la dictature féroce d'Assad. En 2008 encore, il était l'invité de Sarkozy au défilé du 14 juillet. Puis en 2011, lors des « printemps arabes », les dirigeants occidentaux l'ont lâché. Ils ont soutenu des milices, y compris celles d'islamistes aussi barbares que le régime. Trois ans plus tard, après que cette politique eut permis aux islamistes de prendre le contrôle d'un vaste territoire, les grandes puissances ont de nouveau changé d'orientation. Elles critiquent Assad et Poutine, mais leur laissent faire le sale boulot, tandis qu'elles-mêmes mènent la guerre contre les islamistes dans d'autres parties de la Syrie et en Irak, comme à Mossoul, aujourd'hui ravagée par des combats terribles.

En cinq ans, la guerre en Syrie aurait fait 400 000 morts, 12 millions de réfugiés, dont 4 millions sont partis à l'étranger. Les dirigeants occidentaux versent aujourd'hui des larmes de crocodile. Leur sollicitude ne va pas jusqu'à ouvrir la porte aux Syriens ! Si ceux-ci parviennent à fuir cet enfer et tentent de se réfugier en Occident, ils se heurtent aux barbelés dressés par l'Europe-forteresse ou par la Turquie avec l'argent européen. Et c'est souvent alors la Méditerranée qui devient leur cimetière, comme cela a encore été le cas la semaine dernière.

La politique des puissances occidentales n'a jamais été guidée par les intérêts des peuples, mais toujours par la cupidité. Le Moyen-Orient et son pétrole font depuis longtemps l'objet de leurs convoitises. Pendant la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques se sont partagé l'Empire ottoman, et la Syrie est passée sous domination française. Depuis, les pays de la région sont peut-être indépendants mais les puissances occidentales continuent de les piller, au prix de guerres terribles. Et aujourd'hui encore, ces destructions sans nom rapportent aux fabricants d'armes, y compris belges.

Le gouvernement belge participe à la guerre en Irak et en Syrie. Ils nous expliquent qu'en combattant là-bas, ils luttent contre le terrorisme. Quelle hypocrisie ! En réalité, ils l'alimentent, par leur politique impérialiste. Les attentats en France et en Belgique ont été un contrecoup de la guerre de l'autre côté de la Méditerranée.

Cette guerre implique déjà l'Iran, les monarchies du Golfe, les États occidentaux, la Russie et le régime turc, en guerre contre sa minorité kurde. Et l'histoire du XXe siècle nous rappelle qu'un conflit en apparence lointain et secondaire peut déboucher sur une guerre généralisée.

Alors, Alep est certes loin, mais ce qui se passe là-bas nous concerne, car c'est peut-être de notre avenir qu'il s'agit. Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage, disait Jaurès, socialiste français, assassiné en 1914 pour avoir dénoncé la guerre qui se préparait. Syrie, Irak, Afghanistan, Ukraine, Soudan, Libye… le monde est aujourd'hui à feu et à sang.

Le capitalisme, c'est d'abord l'exploitation de la classe ouvrière, les bas salaires et la menace permanente du chômage. Rien que cela justifie d'y mettre fin. Mais en outre, ce système dément, qui repose sur la concurrence féroce entre firmes et entre États, menace en permanence de conduire toute l'humanité dans la guerre. Les ouvriers de l'Europe d'avant 1914 étaient durement exploités. Mais ce qui les attendait, l'enfer des tranchées, était pire encore.

Alors, nous débarrasser du capitalisme, ôter aux grandes entreprises leur mainmise sur toute l'économie, est vital. C'est vital pour mettre fin aux inégalités et à l'exploitation du travail salarié. Mais c'est vital aussi pour mettre fin aux guerres engendrées par la convoitise des grandes firmes et des grandes puissances. Sans cela, nous aurons tôt ou tard d'autres Alep et d'autres Mossoul, non seulement de l'autre côté de la Méditerranée, mais à nos portes et dans nos villes.



Attaques majeures contre la Sécurité sociale

Les mutuelles et syndicats dénoncent une réforme décidée en silence par le gouvernement, à la fin du mois d'octobre dernier, et qui vise le financement de la Sécurité sociale.

La plus grande partie de la sécurité sociale est financée par les travailleurs, c'est-à-dire par la part du salaire que les patrons ne versent pas directement aux travailleurs, mais à la Sécurité sociale. Un salaire indirect que le patronat appelle une « charge » et qu'il s'applique à réduire tout comme les salaires directs. Depuis le début des années 90, tous les gouvernements ont donc diminué les cotisations sociales, permettant au patronat d'augmenter ses profits au détriment de la sécurité sociale. Depuis lors, une partie plus grande (14% en 2016) de la Sécurité sociale est payée par un « financement alternatif », issu de la TVA et de certaines autres taxes. C'est-à-dire au lieu d'être financé par un salaire indirect, les travailleurs payent toute une partie de la sécurité sociale de leur salaire poche, quand ils payent 21% de TVA à chaque achat.

Mais les gouvernements ont continué à baisser les soi-disant « charges patronales », au point que même ce « financement alternatif » ne suffit plus. Depuis 2010, le gouvernement paie donc une dotation qui équilibre automatiquement les comptes de la Sécu. En 2016, ce montant s'élève à 2,3 milliards d'euros, en 2015, il a été de 5,3 milliards. C'est ce paiement, issus des impôts payés aussi très majoritairement par la population laborieuse, que le gouvernement veut maintenant lier à un certain nombre de conditions. Ainsi, les organismes en charge de la sécurité sociale, comme les mutuelles (pour les dépenses maladie) ou les syndicats (pour les allocations de chômage), doivent d'abord prouver qu'ils ont pris des mesures contre la « fraude sociale », etc.

Bref, après avoir vidé les caisses, le gouvernement fait pression pour que la Sécurité sociale atteigne un équilibre inatteignable, ce qui ne peut que contraindre à des économies au détriment des travailleurs.

L'argent pour financer la sécurité sociale existe dans les caisses des grands actionnaires des grandes entreprises. Déjà, au lieu de servir au paiement de dividendes à des riches, ces profits devraient être utilisés pour faire en sorte que chacun ait un emploi et un salaire! Cela ne ferait pas seulement moins de dépenses pour les caisses de chômage, mais aussi plus de revenus pour la Sécu. Au patronat de payer !

Partenaires… mais pas des travailleurs

C'est une initiative « innovante », annonce le patronat du secteur du métal : pour la première fois, les organisations patronales et syndicales ont créé ensemble un fond d'investissement. « Invest for Jobs » est doté de 100 millions d'euros mis à la disposition des entreprises du secteur sous forme de crédits ou de participations.

Cet argent provient du fonds de la sécurité d'existence du secteur, censé financer notamment les pensions complémentaires des travailleurs. On comprend la bonne humeur des patrons qui viennent de mettre la main sur le bas de laine des travailleurs.

Les entreprises pourront en bénéficier sous condition de créer des emplois et de rapporter au fond des pensions des travailleurs, s'est dépêché d'ajouter Nico Cué, secrétaire général de la FGTB métallo francophone et désormais président du conseil d'administration de « Invest for Jobs ».

Et demain, quand les entreprises en question ne rapporteront pas assez, il dira que les travailleurs ne sont pas assez productifs… qu'ils doivent travailler plus pour moins d'argent ?

Et quand ces entreprises feront faillite et engloutiront avec elles le capital issu du fonds de sécurité d'existence ? Comme en Angleterre où beaucoup de travailleurs ont perdu leurs retraites placées dans des fonds investis en actions d'entreprises qui ont fait faillite, il aidera les travailleurs à se battre pour récupérer leur argent qu'il a bradé aujourd'hui aux patrons ? On doit en douter.

L'attrait des Traités

Le 21 novembre, 200 agents communaux de Charleroi étaient venus dire à Paul Magnette et au Collège communal tout le mal qu'ils pensent de la non-nomination des agents, promise pour 2017. C'est justement en échange de ces promesses que les organisations syndicales avaient accepté, depuis 2014, de renoncer notamment aux revalorisations des salaires des agents.

Les échevins et le bourgmestre répondent que le demi-million d'euros prévu a été utilisé pour d'autres dépenses, comme la gratuité des garderies scolaires. Bref Paul déshabille Jacques pour rapiécer Pierre.

Vite, est-ce qu'il n'y aurait pas encore un show sur le Ceta pour se refaire une beauté ?



Compter sur Magnette? Les employés de la commune de Charleroi ont essayé.

CPAS : le contrôle menace de remplacer l'aide sociale

Avec la crise, les licenciements, les mesures d'exclusion des allocations de chômage, la hausse du prix du gaz et de l'électricité…, le nombre de personnes ayant besoin de faire appel au CPAS ne cesse d'augmenter. Ainsi si 23 000 personnes avaient recours au CPAS en 2002, elles étaient 175 000 en 2015, 13 ans plus tard. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des jeunes exclus du chômage qui, n'ayant droit à aucune aide, ont disparu des statistiques.

Les CPAS sont donc de plus en plus sollicités mais les moyens financiers ne suivent pas. De plus, sous prétexte de lutter contre la soi-disant « fraude sociale », les CPAS doivent remplir des dossiers de plus en plus longs sur les personnes faisant appel à leurs services pour voir s'ils y ont droit et s'ils ne fraudent pas, en étant cohabitant sans le déclarer par exemple. Ainsi, ils peuvent analyser la consommation d'eau dans le but de vérifier que la personne est bien seule à se laver chez elle… ce qui est une condition pour pouvoir « bénéficier » d'un peu plus que les 440 euros par mois d'allocation de cohabitant.

Depuis septembre 2016, toutes les personnes ayant droit au « revenu d'insertion » doivent signer un PIIS, un plan d'intégration individualisé qui implique que le demandeur s'engage par écrit à un certain nombre de « missions » et de respect de règles comme par exemple payer ses dettes, suivre une formation, déménager… Le non respect de ce contrat entraine la suspension de l'allocation de un à trois mois.

Dans ce PIIS, on trouve aussi depuis novembre, le « service communautaire » qui n'est autre que du travail non payé et forcé. D'après le ministre Borsus (MR) qui l'a mis en place, il s'agit de donner une chance aux gens de se réintégrer dans la société en travaillant. Mais une soixantaine d'associations de défense des allocataires sociaux (FGTB wallonne, MOC, Ligue des droits de l'homme…) ont signé l'appel lancé par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté à boycotter le service communautaire. Ces associations craignent, à juste titre, que ce service communautaire qui est, pour le moment, volontaire ne devienne obligatoire et qu'il ne prenne la place d'emplois rémunérés. Ils dénoncent aussi la menace de suspension des allocations sociales. 60% des CPAS se sont d'ailleurs dit opposés à des sanctions pour ceux qui ne l'effectueraient pas, sachant que ces allocations sont le dernier recours avant la rue.

On ne supprimera pas la misère en contrôlant toujours plus les pauvres, on la supprimera quand les travailleurs contrôleront les patrons et imposeront l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous !

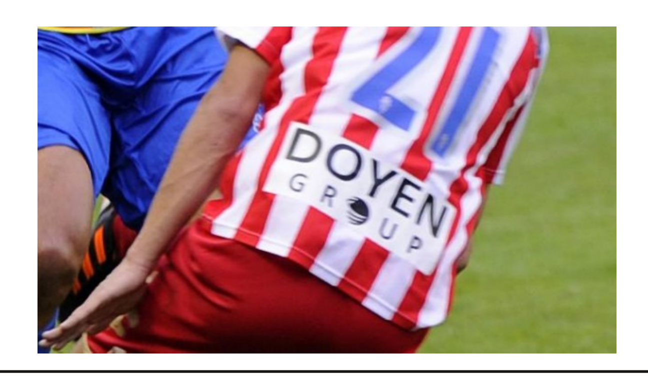
Le Foot pourri par la finance

Dans un monde dominé par la recherche de profit, le foot ne peut pas faire exception. Que les sponsors ont plus de poids que les entraîneurs, cela se sait depuis longtemps.

Les révélations du « Foot leaks » montrent une nouvelle facette de la financiarisation du ballon : celles des groupes d'investissement qui spéculent sur les joueurs en achetant quelques parts (30 % ou 50 % des droits) d'un joueur pour les revendre au plus offrant ou attendre que celui-ci soit revendu à un autre club pour réaliser une plus-value. L'exemple de « Doyen Sport » est parlant : actifs dans divers domaines, les agents commerciaux de ce fond pouvaient, la même semaine, négocier un contrat sur un joueur en Angleterre puis un autre sur du minerais en Amérique latine. Pour convaincre les clients difficiles, les mêmes méthodes sont utilisées : des dessous de table en millions et des fêtes privées en compagnie de prostituées.

Après plusieurs scandales, la FIFA, déjà discréditée par des affaires de corruption, a fini par interdire, en 2015, la vente de joueurs à d'autres entités que les clubs. Depuis, la spéculation a pris une autre forme : pour acheter des joueurs de plus en plus chers, les clubs en manque de liquidités voient leurs dettes rachetées par des organismes financiers qui les transforment en titres qu'on peut vendre et acheter en bourse. Cette opération de titrisation d'une dette ressemble très fort à celle des crédits immobiliers américains et qui avait débouché sur la crise des « subrimes » en 2008.

Il est choquant de voir des joueurs de foot multimillionnaires se lancer dans la création de sociétés écran pour échapper au fisc. Mais c'est l'économie capitaliste qui pourrit le sport comme tout le reste, qui mérite le carton rouge !



Les voleurs sont à l'hôtel

« Il n'y a plus que 60.000 euros dans la caisse, pas assez pour payer les salaires de décembre », expliquaient les curateurs du Sheraton déclaré en faillite, début décembre.

Sur les comptes de Rolf Nordström, propriétaire richissime de l'immeuble, il y a sans doute légèrement plus. De même que sur les comptes du groupe mondial StarwoodHotels qui détient la marque Sheraton et qui, à ce titre, se fait payer des licences d'exploitation, des services, etc. En tout cas, il semble qu'il y ait suffisamment d'argent pour justifier des montages fiscaux menant jusqu'aux Bahamas.

BPosterisation

Pour racheter son concurrent, BPost n'a pas hésité à rajouter dans l'offre aux actionnaires de PostNL l'équivalent du salaire annuel de 5565 postiers (167 millions €)… en plus des 2,5 milliards € déjà proposés. Pendant ce temps, BPost étend à Anvers, Bruxelles et Gand son système « Bringr » qui propose à n'importe quel particulier de se transformer en livreur de colis. C'est le même principe d'emplois sans salaire ni horaire fixe appliqué par les entreprises comme UBER… où le véhicule, le carburant, l'assurance, etc, sont à charge du travailleur soi-disant indépendant. Il doit prester un service contre une rémunération qui ne couvre même pas ses cotisations pour la pension ou l'assurance sociale.

C'est donc cela les 100 000 emplois promis par le gouvernement Michel, le principal actionnaire de Bpost.




La Bposterisation après l'Uberisation ?



Banques italiennes : la crise, encore et toujours

L'État italien devrait rentrer à hauteur de 6 milliards d'euros dans le capital de la banque Monte dei Paschi di Siena, dont les comptes sont plombés par des dettes toxiques depuis la crise des subprimes de 2008.

Mais ce risque de faillite qui menace la plus vieille banque mondiale, fondée en 1472, n'est pas un cas isolé : les banques italiennes détiendraient 360 milliards de créances douteuses. C'est l'ensemble du système bancaire à l'échelle internationale qui est au bord du gouffre.

Les banques spéculent, et quand il faut payer la note elles font appel aux États qui, eux, pressurent leur population pour trouver de quoi renflouer les banquiers. Ce n'est ni plus ni moins que du vol en bande organisée !



Le bâtiment de la banque Monte dei Paschi à Sienne, bien plus beau que le système qu'il abrite...

France, une candidate communiste à l'élection présidentielle : Nathalie Arthaud

Le candidat de la droite est désormais connu. Hollande, usé par 4 ans de politique anti-sociale au service du grand capital, ne se représentant pas, le Parti socialiste choisira son candidat en janvier. Peu importe qui sera élu président de la République, on sait déjà qu'il sera au service de la classe capitaliste qui a le pouvoir réel, avant comme après les élections.

Ce ne sont pas les élections, ce sont les luttes qui peuvent changer le rapport de force et la vie des travailleurs.

Notre camarade Nathalie Arthaud sera présente pour faire entendre le camp des travailleurs, pour permettre aux travailleurs combatifs et conscients de leurs intérêts de classe d'exprimer le rejet de cette société d'oppression et la nécessité de la renverser.



Pour suivre sa campagne : http://www.nathalie-arthaud.info/ et http://lutte-ouvriere.org ou sa page facebook @nathaliearthaud

« Patriotisme économique » ? Un piège pour les travailleurs

« Acheter wallon » est le nom du nouveau programme du gouvernement wallon pour promouvoir le « patriotisme économique wallon ». « Pour booster le rétablissement de l'économie wallonne, les consommateurs, les entreprises et les pouvoirs publics doivent consommer plus local », voilà le message. Le gouvernement veut donc introduire des mesures qui inciteraient à acheter local, tout en promouvant les exportations des entreprises situées en Wallonie.

On pourrait, par patriotisme, manger des kilos de fromage de Herve en buvant de la bière, mais on le ferait tout nus, car il n'y a pas de coton pour faire des jeans et des t-shirts wallons. On le ferait à pied, car la Wallonie ne produit ni voitures, ni trains, ni pétrole. Et on pourrait oublier les smartphones, ordinateurs et même la lumière électrique, car la Wallonie ne produit pas le cuivre nécessaire pour tout ce qui est électrique…

En réalité les déclarations du gouvernement wallon sont du bluff. Car il n'y a pas une seule partie du monde qui ne soit pas intégrée dans l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale et la Wallonie n'est pas une exception. Mais comme le ridicule ne tue pas, les ministres wallons peuvent faire semblant de faire quelque chose, alors qu'ils sont impuissants devant le développement de la crise.

Plus la crise s'aggrave, plus le « patriotisme économique » dans ses différentes formes a la cote chez les démagogues de droite comme chez les démagogues prétendument de gauche. De Le Pen à Mélenchon en France, en passant par les défenseurs du Brexit, jusqu'au nouveau président des Etats-Unis qui se définit comme un « nationaliste économique » et le formule plus justement par « Les entreprises américaines d'abord ! ».

Et c'est en effet de cela qu'il s'agit : dans une économie mondiale en panne, sur des marchés qui se rétrécissent, les entreprises ne peuvent maintenir ou agrandir leurs parts de marché qu'en les prenant à leurs concurrentes. Dans ce contexte où la concurrence capitaliste prend des formes de plus en plus agressives, les grandes entreprises comptent davantage encore qu'avant sur leurs Etats nationaux pour protéger leurs propres marchés contre les concurrents, et pour les aider à pénétrer ceux des autres.

Dans cette guerre économique, la Wallonie ou la Belgique ne feront pas le poids, mais cela n'empêche pas Magnette de jouer lui aussi sur la démagogie. Ne fut-ce que pour faire oublier aux travailleurs la baisse du niveau de vie et les reculs sociaux que les capitalistes et les gouvernements à leur service imposent aux travailleurs ici même, comme dans tous les pays. Que le « patriotisme économique » soit proféré dans une grande puissance comme les Etats-Unis ou dans la petite Wallonie, ces discours visent tous la même chose : nous faire croire qu'en défendant les intérêts des capitalistes nationaux, voire des capitalistes locaux, nous défendons nos intérêts de travailleurs.

C'est le contraire qui est vrai. C'est aux travailleurs que sont imposées des dégradations des conditions de travail et des salaires sous prétexte de rester compétitifs. Mais cette « compétitivité » n'empêche pas les mêmes entreprises de distribuer des milliards de dividendes aux actionnaires. S'il faut être plus « compétitifs », pourquoi ne diminuent-ils pas leurs profits plutôt que nos salaires ?

Et il ne faut pas oublier que lors de la dernière grande crise du capitalisme qui a éclaté en 1929, la guerre économique qu'elle a déclenchée a fini par devenir une guerre tout court. Au lieu de consommer « patriotique », c'est au nom du patriotisme que les enfants des travailleurs devaient supporter la faim, quand ce n'était pas mourir sur les fronts et sous les bombes. Nous n'en sommes pas encore là. Et il est encore temps de mener notre propre combat pour éviter que l'histoire se reproduise !

Face à la crise et à l'avenir qu'elle prépare, les travailleurs ont leurs propres intérêts à faire valoir ! Il ne peut être question de continuer à faire des sacrifices au nom de cette folie où d'un côté des milliers de milliards se concentrent dans les mains de quelques-uns alors que de l'autre, même dans les pays riches comme la Belgique, l'accès aux soins, à l'éducation, à une vie et une vieillesse dignes, est de plus en plus barré aux travailleurs et leurs familles, alors que ce sont eux qui créent toutes les richesses !

Le capitalisme est incapable d'offrir autre chose aux masses laborieuses que des crises et des guerres. Il faut mettre fin à ce système qui est en faillite depuis longtemps.

Dans tous les pays, il y a des travailleurs conscients de cela. Se donner la perspective d'arracher les rênes de l'économie aux capitalistes et de convaincre d'autres de cet objectif, représente l'avenir : pour la classe ouvrière et pour l'humanité toute entière !

Au-dessus des lois et des frontières : la bourgeoisie

Le « Kazakhgate » qui défraie actuellement la chronique, trouve son origine, durant les années ’90, dans la tentative de Tractebel, propriété de Suez, d’Albert Frère et du groupe Solvay-Boël, d’acheter l’appui de proches du dictateur kazakh Nazarbaïev : son épouse, Patokh Chodiev, et deux autres associés.

Il paraît presque logique que ces manoeuvres de corruption se soient déroulées à l’aide des inévitables paradis fiscaux panaméens et de l’incontournable cabinet d’avocats Mossac-Defonseca, qui louent leurs services tant aux respectables capitalistes belges et français qu’aux oligarques enrichis par le pillage de leurs pays, en Amérique latine ou ailleurs.

Prise la main dans le sac, en 1996, par un juge d’instruction suisse, Tractebel s’est présentée en victime, et pour parfaire ce rôle, elle a porté plainte, devant la justice belge, accusant Patokh Chodiev et ses partenaires d’extorsion.

C’est cette affaire, après 10 ans d’enquête, qui aboutit à l’inculpation « du trio kazakh » (ils sont quatre en réalité) par le parquet de Bruxelles, en mars 2007, pour « blanchiment, faux et association de malfaiteurs ».

Après de multiples procédures de retardement des avocats, les accusés sont renvoyés, à la mi-février 2011, devant le tribunal correctionnel de Bruxelles. Le dictateur Nazarbaïev en pleine tractation pour l’achat d’hélicoptères de combats à la France, demande alors au Président Sarkozy d’aider « son ami Chodiev par un soutien politique en Belgique »…car le dictateur kazakh connait très bien les institutions des pays européens!

Le ministre de l’Intérieur de Sarkozy, Claude Guéant, se met au travail. Contacte-t-il directement Didier Reynders (MR), alors ministre des Affaires Etrangères belge, comme le suggère un témoin, où bien cette mise en relation passe-t-elle par des réseaux, tel l’Ordre de Malte, qui lient un haut-fonctionnaire français, Jean-François Etienne de la Rosaies, à De Decker ? Les enquêteurs l’ignorent.

Ce qu’ils savent, c’est que dès le mois de mai, De Decker et des avocats français prennent contact avec le ministre de la Justice, Stefaan De Clerk (CD&V), et avec le ministre des finances Steven Vanackere (CD&V). En mai aussi, ils rencontrent le procureur général Patrick De Wolf… qui représente le ministère public, c’est à dire l’accusation, dans le cas de l’affaire Chodiev, mais qui travaille aussi à mi-temps au cabinet Vanackere, à la mise au point d’une loi sur les transactions financières dans le cadre de poursuites pénales.

Sous prétexte de faciliter la poursuite des gros fraudeurs, cette loi permettra aux accusés dans des poursuites pénales d’éviter la condamnation moyennant le paiement d’une certaine somme. Cette loi scandaleuse qui revient à permettre de ne pas respecter la loi à tous ceux qui ont les moyens de payer, est votée, en plusieurs étapes, entre mai et juillet et promulguée en août 2011.

Mais, avant même son entrée en application, elle a servi de base au jugement du Tribunal correctionnel de Bruxelles, le 19 juin 2011. Une transaction financière de 23 millions € est proposée aux accusés, ce qui met fin à la procédure judiciaire. Selon les dépositions d’une des avocates des accusés, ce sont les avocats eux-mêmes qui ont rédigé l’argumentaire du procureur général De Wolf.

A travers les multiples rebondissements du « Kazakhgate » se révèle tout un monde où les capitalistes occidentaux achètent l’entourage d’un dictateur d’Asie centrale, où un Président de la France (Sarkozy) obtient une loi sur commande… de la part du gouvernement et du Parlement belge, et où les avocats belges et français écrivent les réquisitoires et les conclusions du tribunal en faveur de leurs clients. Bref, un monde où l’argent et les réseaux d’influence se jouent des frontières, des nationalités, « de la séparation des pouvoirs », le monde où la bourgeoisie mène ses affaires.

Ce qui confirme une fois de plus que pour vivre mieux, il faudra se débarrasser à la fois de la bourgeoisie, de ses lois et de ses frontières.





Ci-dessus : le milliardaire Chodiev dans son monde

A droite: Armand De Decker décoré chevalier de l'Ordre de la Couronne

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.